

M. Nielsen: Et la suppression des baux existants.

M. Dinsdale: Oui. J'y viendrai tantôt. Le décret émis par le ministre le 10 janvier interdisait toute nouvelle aliénation. Il annulait également tous les baux en cours. C'est l'Association des cultivateurs des Territoires du Nord-Ouest qui a soulevé le problème. L'intérêt des agriculteurs est assez grand dans les Territoires du Nord-Ouest pour qu'il y ait une association.

M. Nielsen: Et au Yukon.

M. Dinsdale: Je conviens avec le député du Yukon que la situation est la même dans les deux territoires. A l'annonce de cette politique négative, l'Association des cultivateurs des Territoires du Nord-Ouest s'est réunie pour discuter du problème. Elle s'inquiétait en particulier du cas de la famille Benoît qui avait déménagé dans la région avoisinante de Fort Providence et exploitait le long de la rivière Horn dans les Territoires du Nord-Ouest. Ses membres avaient consacré à leur exploitation agricole toutes leurs économies et quatre ans de leur labeur. Le gouvernement des Territoires avait encouragé leur projet. En fait, c'était le gouvernement des Territoires qui avait encouragé les Benoît et d'autres citoyens canadiens entreprenants à s'aventurer dans les régions nordiques du Canada et à y fonder une industrie agricole rentable.

J'ai été mis au courant de l'affaire par un membre du gouvernement des Territoires. Ensuite j'ai pu approfondir la question en lisant quelques-uns des journaux colorés qu'on publie dans les Territoires du Nord-Ouest. Je parlerai plus tard de certaines observations intéressantes publiées dans le journal *The Pilot* de Fort Smith.

● (1530)

Je relève pour l'instant une autre anomalie étrange qui existe au sein du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. En vertu de décret auquel j'ai fait allusion, le ministère a ordonné aux Benoît de quitter les lieux sous 90 jours. Cela, madame l'Orateur, en dépit du fait que cette famille avait investi des sommes considérables d'argent, qu'elle avait reçu l'encouragement et l'appui du gouvernement territorial des Territoires du Nord-Ouest, si bien que pour aider les efforts considérables qu'elle avait déployés pour établir un troupeau de bestiaux, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest lui a fourni des provendes. Et pourtant, en face de ces réalités concrètes, nous avons un décret ordonnant la suspension de cette activité, l'évacuation des lieux, en attendant deux ou trois ans, c'est-à-dire jusqu'à ce que soit formulé la politique agricole.

M. Nielsen: On leur a dit de partir.

M. Dinsdale: Oui, j'ai dit qu'on les avait chassés de là. Il semble qu'aucune décision ne pourra être prise avant deux ou trois ans. Ce n'est rien d'autre que de la maladresse bureaucratique poussée à l'extrême.

M. Nielsen: Ce n'est pas de la maladresse; c'est une politique délibérée.

M. Dinsdale: Quoi que ce soit, je compte que le secrétaire parlementaire transmettra le message au ministre qui, je le regrette, n'est pas ici pour entendre nos observations. Il est le genre d'homme qui, s'il savait les privations

Terres territoriales—Loi

qui en découleront, répudierait pareils énoncés de politique. Je me demande si l'on a consulté le ministère de l'Agriculture. Toute politique agricole touchant une région canadienne devrait normalement être soumise au ministère de l'Agriculture.

M. Nielsen: Cela empirerait les choses.

M. Dinsdale: Les choses ne pourraient pas être pires qu'elles ne le sont actuellement, et j'espère qu'elles pourraient s'améliorer. Je me demande également ce qui est advenu de l'excellente initiative qu'on a connue pendant une vingtaine d'années à Fort Simpson. Lorsque j'ai lu avec un certain regret que cette station expérimentale avait été abandonnée, j'ai trouvé que c'était faire marche arrière. Cependant, j'ignorais que la situation s'était détériorée au point d'en arriver au problème dont on a fait part à la Chambre aujourd'hui.

J'aimerais traiter de cette question en citant certains écrits pleins de verveur qui nous arrivent des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon et qui sont dus à la plume de ceux qui sont véritablement aux prises avec les vrais problèmes du bien-être des hommes et de la mise en valeur des ressources au nord du 60^e parallèle. Le numéro du 20 février 1975 du journal *The Pilot* titrait: «Si ça sent le crottin, les bottes des agriculteurs n'y sont pour rien». L'article qui suit est le compte rendu de la réunion de l'Association des agriculteurs des Territoires du Nord-Ouest qui s'efforce d'obtenir un semblant de justice et de trouver des solutions acceptables aux problèmes des agriculteurs des Territoires du Nord-Ouest. Mais c'est l'éditorial qui, madame l'Orateur, traite directement de cette question, puisqu'il s'intitule «La démocratie est-elle morte dans les Territoires du Nord-Ouest?» J'y lis ce qui suit:

La fâcheuse posture dans laquelle se trouve l'agriculteur des Territoires du Nord-Ouest, telle qu'elle est décrite en première page, ne fait que prouver de manière encore plus concluante la nécessité de l'octroi immédiat d'un statut de province pour le Nord.

Le fait qu'un seul ministère du gouvernement puisse tout contrôler dans le Nord depuis la mise en valeur des terres jusqu'à l'exploitation des ressources non renouvelables, pratiquement sans consulter les autres ministères, et à plus forte raison sans consulter les gens qui sont le plus directement intéressés—nous—ne constitue rien de moins qu'un déni pur et simple de nos droits de citoyens canadiens.

Si je puis intercaler une observation, combien de fois n'avons-nous pas entendu cette plainte quand nous avons eu à aller dans le Nord, par exemple, en qualité de membres du comité des affaires indiennes? L'éditorial ajoute plus loin:

Encore une fois, on a affaire à un fonctionnaire assis à son bureau à Ottawa qui, sans n'être probablement jamais allé plus loin dans le Nord que son appareil de télévision, décrète ce que nous pouvons ou ne pouvons pas faire au nord du 60^e parallèle.

Le Canada tout entier est l'œuvre de gens ayant eu un peu d'imagination, un peu d'argent et une ardeur acharnée au travail—laquelle ardeur pour la plupart des idiots d'Ottawa consiste à courber des trombones et à leur donner des formes grotesques. L'Ouest serait demeuré l'habitat du bison s'il n'y avait pas eu quelque âme aventureuse prête à «prendre un risque» en vivant hors des limites de la civilisation à cette époque. Aujourd'hui, rien n'a changé dans le nord. Nous aurons encore besoin de gens avec un peu d'imagination...

Il s'agit de gens comme les Benoît qu'on persécute à cause de leur initiative.

... un peu d'argent et une ardeur acharnée au travail pour se faire une vie vivable dans le nord s'ils tiennent à garder un semblant d'indépendance.